



Alicia Garcia Fernandez et Mathieu Petithomme (dir.)

## Contester en Espagne Crise démocratique et mouvements sociaux

Demopolis

---

## 4. Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui

Karine Bergès

---

DOI : 10.4000/books.demopolis.1957  
Éditeur : Demopolis  
Lieu d'édition : Paris  
Année d'édition : 2016  
Date de mise en ligne : 26 octobre 2020  
Collection : Quaero  
EAN électronique : 9782354571528



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

BERGÈS, Karine. 4. *Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui* In : *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux* [en ligne]. Paris : Demopolis, 2016 (généré le 09 juin 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/demopolis/1957>>. ISBN : 9782354571528. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.demopolis.1957>.

---

## 4

# Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui

Karine BERGÈS

*Je m'obstine à penser que le féminisme n'est pas une politique que l'on peut appliquer sans les femmes, et à leur place, sans qu'elles-mêmes, collectivement et singulièrement, d'une génération à l'autre, s'y impliquent activement. Ce n'est pas une religion du salut, une nouvelle Écriture Sainte. Il n'y a pas de Terre Promise, pas de Moïse, pas de petite ou de grande mère des peuples. Mais il y a une marche collective et singulière, avec ses divisions et ses errances.*

(Françoise Collin)

Après trente-six années de dictature, la mort du général Franco, le 20 novembre 1975, ferme la longue parenthèse d'un régime personneliste, autoritaire et répressif reposant sur le seul pouvoir du *Généralissime*<sup>1</sup>. Si tous les citoyens furent privés des libertés fondamentales et contraints de se plier aux injonctions d'un régime national-catholique, les femmes endossèrent un double statut de victimes : on leur refusa la jouissance des droits civils et politiques à l'instar des hommes, mais également l'accès à la sphère publique, au nom d'un projet maternaliste et patriarcal consistant à « nationaliser » le corps des femmes au service des intérêts réputés fondamentaux du pays<sup>2</sup>. La propagande franquiste érigea l'image de la « gardienne du foyer » en archétype de la féminité hispanique, soumettant ainsi la moitié de la population à une domestication des corps et des esprits. Ce faisant, le

---

1. Pour faciliter la lecture du public français, la traduction de l'ensemble des textes en espagnol, ainsi que celle des noms des collectifs mentionnés, a été réalisée par les soins de l'auteure.

2. Karine BERGÈS, « La nacionalización del cuerpo femenino al servicio de la construcción de la identidad nacional en las culturas falangistas y franquistas », dans *Genre, sexe et nation : représentations et pratiques politiques en Espagne (xix-xx<sup>e</sup> siècles)*, Madrid, Mélanges de la Casa de Velázquez, 2012, p. 91-103.

cantonnement des femmes dans la sphère intime s'accompagna d'une législation discriminante, d'une socialisation différenciée et d'une assignation sexuée des rôles. Il s'agissait, par l'imposition de politiques « domestiques », de gommer l'héritage de la Seconde République (1931-1936), au cours de laquelle un régime démocratique avait posé les premiers jalons de l'émancipation féminine. Non sans résistances, une législation favorable à l'amélioration de la condition juridique des femmes fut en effet portée par les idéaux républicains : inscription du droit de vote et de l'égalité des sexes dans la constitution du 9 décembre 1931, légalisation du divorce par la loi du 2 mars 1932, et du mariage civil par celle du 28 juin 1932. Si, comme le souligne Danièle Bussy-Genevois « La République, pour les Espagnoles, a signifié l'apprentissage de la lecture, de l'engagement politique et, avec difficulté, l'apprentissage du sens du vote », ce lent processus de socialisation politique s'est vu interrompu par la victoire des forces nationalistes à la fin de la guerre civile (1<sup>er</sup> avril 1939)<sup>3</sup> : l'institutionnalisation du franquisme sonna le retour des femmes au foyer, le renoncement à leurs engagements militants et/ou professionnels dans la sphère publique et leur soumission à la politique nataliste du régime, sous la férule de l'Église et de la section féminine de la Phalange, appareil de contrôle hégémonique chargé de l'encadrement idéologique des femmes espagnoles tout au long de la dictature<sup>4</sup>.

En dépit de quelques initiatives isolées au cours des années 1960<sup>5</sup>, ce n'est qu'en 1975, lors de l'Année internationale de la femme décrétée

---

3. Danièle BUSSY-GENEVOIS, « Citoyennes de la Seconde République », dans Marie-Aline BARRACHINA, Danièle BUSSY-GENEVOIS et Mercedes YUSTA (dir.), *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, Paris, Éditions du Temps, 2007, p. 145. Nous précisons, dans les notes à suivre, qu'il existe deux ouvrages du même nom mais dans deux maisons d'éditions différentes, l'un aux Éditions du Temps, l'autre chez Ellipse.

4. Sur la Section féminine de la Phalange, voir les études francophones de Marie-Aline BARRACHINA ; *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, Paris, Sedes-CNED, 2007 ; « La Section féminine et ses paradoxes », dans Marie-Aline BARRACHINA et al. (dir.), *op. cit.*, p. 147-176 ; Christine LAVAIL, « Les femmes de la Section féminine de la Phalange : entre espace privé et espace public », dans Florence BELMONTE (dir.), *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, Paris, Ellipses, 2007, p. 134-174 ; Karine BERGÈS, « Récits et expériences de la Guerre civile espagnole à travers les écrits des femmes phalangistes (1936-1940) », dans Florence BELMONTE, Karim BENMILOUD et Sylvie IMPARATO-PRIEUR (dir.), *Guerres dans le monde ibérique et ibéro-américain*, Berne, Peter Lang, 2014, p. 177-184.

5. On mentionnera la création de l'Association des femmes universitaires en 1953 et la fondation du Séminaire d'études sociologiques par María Laffite Campo Alange.

par l'ONU, que le mouvement féministe se structure en tant que tel<sup>6</sup>. Convoquées dans la semi-clandestinité pour les 6 à 9 décembre 1975, les premières Journées de libération de la femme, à l'initiative de la plateforme des organisations de femmes et du Mouvement démocratique des femmes<sup>7</sup>, sont restées dans les annales comme l'acte fondateur du féminisme espagnol. Si cet événement traduit la vitalité des revendications féministes, quelques semaines seulement après la mort du dictateur, il fut également le révélateur des controverses qui, tout au long de la transition démocratique (1975-1981), allaient fissurer le mouvement autour de deux tendances: le courant du « féminisme radical », représenté par le Séminaire collectif féministe, soucieux de préserver son autonomie à l'égard des organisations politiques et syndicales, et celui du « féminisme-lutte des classes », partisan d'inscrire les revendications féministes au sein de revendications plus générales, par le truchement des partis politiques, avec comme priorité absolue l'instauration d'un régime démocratique<sup>8</sup>. Les féministes de la double militance, bien que conscientes de la structure et du fonctionnement androcentrés des partis politiques, postulaient contre la double exploitation féminine: de classe (et contre celle-ci luttaient les partis politiques de gauche) et d'un

---

6. Le deuxième Congrès International de la Femme en juin 1970 avait dégagé un premier, bien que timide, espace de parole en faveur de l'émancipation des Espagnoles. Même si ce rassemblement, placé sous la tutelle de la Section féminine ne laissait que peu de place à de véritables changements idéologiques, il offrit une tribune à quelques voix réformatrices, à l'instar de María Telo Núñez, fondatrice de l'Association espagnole des femmes juristes (1971), à qui l'on doit la réforme visant à éliminer l'autorisation maritale obligatoire pour la femme mariée. Sur les réformes juridiques défendues par les avocates Mercedes Fórmica, en 1953, et María Telo Núñez, en 1974, voir Rosario RUIZ FRANCO, *¿Eternas menores? Las mujeres en el franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007; Karine BERGÈS, « La Section féminine (1951-1975) : entre conservatisme et réformisme », dans Marie Claude CHAPUT, Christine LAVAIL (dir.), *Sur le chemin de la citoyenneté, Femmes et Cultures Politiques. Espagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2009, p. 91-101.

7. Le *Mouvement démocratique des femmes* a été fondé en 1965 sous la tutelle du Parti communiste espagnol. Voir Mercedes COMABELLA, « Movimiento Democrático de Mujeres », dans Carmen Martínez TEN, Purificación GUTIÉRREZ LÓPEZ, Pilar GONZÁLEZ RUIZ (dir.), *El movimiento feminista en España en los años 70*, Madrid, Cátedra, 2009, p. 267-274.

8. Pour une étude détaillée du féminisme espagnol pendant la transition, voir María Ángeles LARUMBE, *Una inmensa minoría. Influencia y feminismo en la Transición*, Saragosse, Prensas universitarias de Zaragoza, 2002; *Las que dijeron no. Palabra y acción del feminismo en la Transición*, Saragosse, Prensas universitarias de Zaragoza, 2004; *Españolas en la Transición: de excluidas a protagonistas (1973-1982)*, V. A, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000; Isabel MORANT (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo XX a los umbrales del XXI*, Vol. IV, Madrid, Cátedra, 2006; Pilar FOLGUERA (dir.), *El feminismo en España, dos siglos de Historia*, Madrid, Ed Pablo Iglesias, 2007; Oliva María RUBIO et Isabel TEJEDA (dir.), *100 años en femenino. Una historia de las mujeres en España*, Madrid, Acción Cultural Española, 2012.

système d'oppression de sexe, le patriarcat<sup>9</sup>. Pour la tendance héritière du féminisme radical étasunien des années 1970 et du féminisme matérialiste français de Christine Delphy, il ne faisait nul doute que la double militance était un piège : dès 1975, l'avocate Lidia Falcón avait fondé les collectifs féministes, un espace de militance unique et de réflexion théorique, lesquels ont procédé à une réélaboration de l'héritage marxiste-léniniste dans une perspective féministe, et ont formulé des postulats novateurs sur les mécanismes d'exploitation économique et sexuelle des femmes et sur les modes de « production domestique ». Ce courant n'a eu de cesse de défendre la constitution d'un mouvement autonome, exclusivement féminin, dont les principes idéologiques constitueront la clef de voûte du Parti féministe d'Espagne, légalisé en 1981<sup>10</sup>.

Entre 1976 et 1979, le mouvement féministe « croît en quantité et en qualité, les tendances se renforcent, les débats et les confrontations idéologiques, fortes et nombreuses, enrichissent le mouvement »<sup>11</sup> et, ses mobilisations fluctuent au gré de l'agenda politique de la transition : loi de réforme politique de 1976, premières élections libres du 15 juin 1977, rédaction de la constitution, majoritairement approuvée par le référendum du 6 décembre 1978, autant d'occasions de désaccord entre les féministes radicales et celles du « féminisme socialiste »<sup>12</sup>. Les Journées féministes de Grenade, qui mobilisèrent trois mille participantes en mai 1979, mirent à nu les lignes de fractures qui continuaient de diviser le mouvement autour de la double militance, mais de nouvelles divergences idéologiques vinrent se greffer aux clivages agissant depuis quatre ans. Contre les féministes radicales ou socialistes, par-

---

9. Celia AMORÓS, « Debates ideológicos en el movimiento feminista durante la transición española », dans Carmen MARTÍNEZ TEN et al. (dir.), *op. cit.*, 2009, p. 196.

10. Sur les origines du Parti féministe en Espagne voir María ÁNGELES LARUMBE, *Una inmensa minoría. Influencia y feminismo en la Transición*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2002.

11. Rosa PARDO, « El feminismo en España. Breve resumen, 1953-1985 », dans Pilar FOLGUERA (dir.), *op. cit.*, 2007, p. 205.

12. Le texte final de la constitution, s'il levait les obstacles légaux à la participation politique des femmes et établissait dans son article 14 le principe de la « non-discrimination en fonction du sexe », n'incluait aucune revendication sur les droits sexuels ou la légalisation de l'avortement. Ce refus du droit au contrôle de la natalité et à la libre disposition de leur corps par les femmes, renforça les clivages entre les deux tendances du féminisme espagnol, les plus radicales rejetant d'un seul bloc le texte constitutionnel alors que les féministes de la double militance, tout en critiquant ses faiblesses, soutenaient que seul un cadre juridique était à même d'accompagner les réformes pour les droits des femmes. Il en fut ainsi avec la loi du 22/1978 du 26 mai qui éliminait les articles 449 et 452 du Code pénal relatifs à l'adultère et avec la loi 45/1978 du 7 octobre qui dépénalisait la contraception. Pour la liste des lois réformatrices à partir de 1978, voir Pilar FOLGUERA, « Integrando el género en la agenda política. Feminismo, transición y democracia », dans Oliva María RUBIO et Isabel TEJEDA (dir.), *op. cit.*, 2012, p. 105.

tisanes d'une société dans laquelle les hommes et les femmes détenaient les mêmes droits et obligations, les féministes différentielistes défendaient les visions essentialistes de la différence des sexes en attribuant des qualités ontologiques distinctes aux femmes et aux hommes. Si, comme le suggère María Ángeles Larumbe, « depuis son origine, notre féminisme s'est caractérisé par une fragmentation organisatrice accrue et des divergences théoriques marquées », la dépénalisation de l'avortement et la légalisation du divorce demeuraient encore, à la fin des années 1970, des sujets de mobilisation collective et unitaire<sup>13</sup>. Pour le mouvement féministe dans son ensemble, l'obtention d'une loi sur le divorce (déjà accordée sous la Seconde République) devenait un enjeu crucial eu égard au texte constitutionnel qui établissait le principe de l'égalité de droit avec les hommes. À l'exception des secteurs les plus conservateurs et de l'Église catholique, cette demande était soutenue par la grande majorité des Espagnols, des responsables politiques, des professionnels du droit et des médias, et finit par être légalisée par la loi du 7 juillet 1981<sup>14</sup>. La bataille pour l'avortement, en revanche, se trouva être « la plus conflictuelle que le mouvement féministe eut à mener », en raison du manque de consensus dans la société civile<sup>15</sup>. Sous le slogan « contraception pour ne pas avorter, avortement pour ne pas mourir », elle mobilisa les militantes tout en révélant la désunion des professionnels de santé ainsi que des clivages au sein même des partis progressistes. Preuve de ces résistances, la loi très restrictive du 5 juillet 1985 sur le droit à l'interruption volontaire de grossesse, approuvée sous la législature du socialiste Felipe González, limitait la dépénalisation de l'IVG à trois cas de figure seulement, comme nous le verrons plus en amont.

Pour clore cette mise en contexte du féminisme sous la transition démocratique, nous rappellerons que la contestation et l'activisme militants commencent à montrer des signes d'essoufflement à partir de 1982, date à laquelle on assiste à une dispersion du mouvement féministe revendicatif, devant la percée du féminisme dit

---

13. María Ángeles LARUMBE, « Feminismo y Transición democrática: logros y cuentas pendientes », dans Marie-Aline BARRACHINA, Danièle BUSSY-GENEVOIS et Mercedes YUSTA (dir.), *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, Paris, Éditions du Temps, 2007, p. 217.

14. Les médias qui appuyèrent le plus la légalisation du divorce furent la revue *Triunfo*, *Cambio 16*, *El País*, et bien sûr la revue féministe radicale *Vindicación Feminista* qui, durant son existence, de 1976 à 1979, avait défendu dans ses colonnes le divorce et l'avortement sans aucune restriction.

15. María Ángeles LARUMBE, *op. cit.*, 2007, p. 225.

« académique » et « institutionnel ». Le développement du féminisme académique, à partir des années 1980, s'opéra à l'initiative d'intellectuelles qui, sous la transition, avaient concilié leurs activités académiques avec la militance dans les partis ou mouvements sociaux. Déçues par les organisations politiques, elles fondèrent des centres d'études sur les femmes dans les grandes universités espagnoles afin de récupérer l'héritage des demandes politiques et sociales des années antérieures. Le féminisme académique, entendu comme, « un instrument de changement social qui se doit d'être au service des agents et acteurs sociaux<sup>16</sup> », joua un rôle important dans les mobilisations féministes, notamment par le biais des groupes d'autoconscience et de l'Assemblée des femmes de la Complutense, lieu de socialisation féministe tout au long des années 1980<sup>17</sup>. Quant au « féminisme institutionnel », il trouva son terrain d'expression dans la fondation de l'Institut de la femme, en octobre 1983, rattaché au ministère de la Culture<sup>18</sup> et dirigé par Carlota Bustelo, sous le premier gouvernement socialiste de la démocratie, avec comme mission de « promouvoir et d'encourager les conditions qui favorisent l'égalité entre les deux sexes et la participation des femmes à la vie politique, culturelle, économique et sociale<sup>19</sup> ». Aussi absorba-t-il dans ses rangs des féministes actives au sein du PSOE, ce qui ne manqua pas de soulever de fortes controverses de la part du féminisme radical, qui critiquait l'atomisation de ses luttes au service des intérêts politiques et la dépolitisation des mouvements sociaux, vidés de leur radicalité et de leur potentialité transformatrice<sup>20</sup>. Cette institutionnalisation du féminisme s'est accompagnée d'une minoration du féminisme indépendant malgré les apports à son actif : s'il a « été décisif dans l'euro-périsation de l'Espagne<sup>21</sup> », en défendant des réformes qui ont modifié les droits

16. Pilar FOLGUERA, « Voces del feminismo », dans Isabel MORANT (dir.), *op. cit.*, 2006, p. 443.

17. Begoña MARUGÁN, María Jesús MIRANDA et Marta MATO, « El poder de los géneros y los géneros del poder. Relatos de un feminismo encarnado en tres generaciones », *Encrucijadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales*, 2013, n° 5, [[http://e-archivo.uc3m.es/bitstream/handle/10016/18940/marugan\\_poder\\_EN\\_2013.pdf?sequence=1](http://e-archivo.uc3m.es/bitstream/handle/10016/18940/marugan_poder_EN_2013.pdf?sequence=1)], consulté en octobre 2014.

18. Pour un historique de l'Institut de la Femme, voir Celia VALIENTE FERNÁNDEZ, *El feminismo de Estado en España. El Instituto de la Mujer (1983-2003)*, Valence, Institut Universitari d'Estudis de la Dona, 2006.

19. Site internet de l'Institut de la Mujer, [<http://www.inmujer.gob.es/home.htm>], consulté en novembre 2014.

20. Pilar FOLGUERA, « De la Transición política a la paridad », dans Pilar FOLGUERA (dir.), *op. cit.*, 2007, p. 179.

21. Mónica THRELFALL, « El papel transformador del movimiento de mujeres en la transición política española », dans Carmen Martínez TELO et al. (dir.), *op. cit.*, 2009, p. 44.

professionnels et juridiques des femmes, le mouvement féministe de la transition a également eu un impact sur l'évolution des mentalités. Au rythme de ses mobilisations, il est parvenu à instiller une véritable conscience politique aux Espagnoles et à impulser un changement social, qui s'est traduit par l'avènement d'une génération qui a fait sienne les combats historiques des années 1970 : accès à l'éducation supérieure, indépendance économique et professionnelle, autonomie personnelle et liberté sexuelle.

Si ce rappel historique concernant le féminisme espagnol démontre sa portée transformatrice de la société espagnole, qu'en est-il de son cheminement au cours des trois dernières décennies ? L'institutionnalisation du féminisme, à partir des années 1980, s'est-elle accompagnée d'une neutralisation des collectifs féministes les plus contestataires ? En Espagne, le féminisme a-t-il réussi à survivre au « *backlash* » des années 1990, ce recul antiféministe occidental qui a délégitimé le féminisme en tant que mouvement social et politique<sup>22</sup> ? Comment, en marge des campagnes portées par le féminisme institutionnel, les féministes des années 2000 sont-elles parvenues à reformuler d'anciennes questions ou à faire émerger des discours et des modes d'action novateurs ? De quelle façon la culture de la contestation, refaçonnée par les mouvements citoyens contemporains, à l'instar du mouvement des indignés en 2011, a-t-elle impacté le féminisme espagnol ? Dans quelle mesure les théories féministes sont-elles repensées sous l'influence d'un renouveau générationnel et d'une multiplicité de courants autonomes qui se sont positionnés en marge du féminisme *mainstream* ? Autant de questionnements qu'il s'agira d'approfondir dans ce chapitre afin d'esquisser, en filigrane, une généalogie du féminisme espagnol, longtemps resté « un non-objet de l'histoire<sup>23</sup> », mais qui ne peut être compris sans l'analyse des espaces-temps dans lesquels il se déploie. Comme le fait remarquer Françoise Thébaud, « les féministes n'habitent pas des îlots de sonorités protégés », c'est pourquoi nous interrogerons cette histoire des féminismes espagnols à l'aune des mutations politiques, économiques et sociales de la société espagnole contemporaine<sup>24</sup>.

---

22. Susan FALUDI, *Backlash : la guerre froide contre les femmes*, Paris, Editions des Femmes, 1993.

23. Brigitte STUDER et Françoise THÉBAUD, « Entre histoire et mémoire », dans Eliane GUBIN et al. (dir.), *Le siècle des Féminismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2004, p. 28.

24. Françoise THÉBAUD, « Introduction au chapitre Féminismes et Politique », *ibid.*, 2004, p. 223.

## « *NOSOTRAS, LAS MUJERES* » : LES DÉBATS AUTOUR DE LA REDÉFINITION DU « SUJET DU FÉMINISME »

Dans l'Espagne des années 1990, le féminisme le plus visible continue d'être porté par l'Institut de la femme et par les organisations proches du Parti socialiste qui inscrivent les politiques de genre au cœur de l'agenda politique: égalité professionnelle, législation sur la parité dans les sphères politiques, lutte contre les violences faites aux femmes ou encore réglementation de la prostitution<sup>25</sup>. Si ces problématiques méritent, sans nul doute, toute l'attention des institutions étatiques, la polarisation autour de thèmes consensuels et médiatiques a eu pour conséquence d'étouffer les revendications les plus radicales émanant des féminismes autonomes, très critiques à l'égard d'un féminisme *mainstream* accusé de tuer dans l'œuf le potentiel subversif du féminisme. Cette « décennie opaque<sup>26</sup> », qui entérine la perte d'unité du mouvement, s'accompagne en miroir d'une féminisation croissante de la pauvreté, sous l'effet du tournant néolibéral des années 1990: chômage, massification de l'emploi précaire, accroissement du secteur informel, inégalités sociales et recrudescence des violences à l'encontre des femmes. Dans ce contexte de mondialisation néolibérale de nouveaux combats se font jour: la précarité, les migrations, le sida, la diversité sexuelle, le trafic prostitutionnel, la pornographie, l'écoféminisme<sup>27</sup>, à la faveur de nouveaux sujets aux profils hétérogènes, lesbiennes, transsexuelles, *queer*, *okupas*<sup>28</sup>, migrantes, antimilitaristes, antifascistes. Ces féminismes dissidents composent « une nouvelle carte de groupes décentralisés qui élaborent, de manière critique et frontale des questionnements qui en général n'étaient pas abordés par le féminisme traditionnel ou étaient traités de façon

25. Il faudra malgré tout attendre la première législature du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero pour que ces problématiques deviennent un enjeu politique de premier plan avec l'approbation, le 28 décembre 2004, de la loi organique relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre.

26. María MARTÍNEZ GONZÁLEZ, « Les mobilisations féministes et les dynamiques identitaires: une étude du féminisme au Pays basque espagnol », *Recherches féministes. Le féminisme: une question de valeur(s)*, n° 21, 2008.

27. La tradition écoféministe remonte aux années 1970 avec les théories de la penseuse libérale française Françoise d'Eaubonne (1920-2005), mais ce courant a été réinvesti depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui par les féministes. Pour une généalogie, cf. Alicia H. PULEO, *Ecofeminismo. Para otro mundo posible*, Madrid, Cátedra, 2011.

28. Le mouvement *Okupa*, littéralement le mouvement des squats, puise ses racines dans les mouvements d'occupation allemand et italien des années 1970. En Espagne, il se consolide dans les années 1980 en réaction au *desencanto* de la fin de la transition démocratique, et rejette toutes les institutions au profit de l'action collective, de pratiques sociales, politiques et économiques alternatives, des utopies contestataires et de la contre-culture punk et rock.

marginale<sup>29</sup> ». Ils sont à l'origine de la formation d'une troisième vague féministe<sup>30</sup>, qui est née aux États-Unis au milieu des années 1990 avec la mobilisation des femmes de couleur (*Black Feminism*), des immigrées latino-américaines (*Chicanas*) et des lesbiennes politiques<sup>31</sup>, lesquelles ne s'identifient pas au féminisme radical étasunien de la deuxième vague, un féminisme intellectuel, blanc et hétérosexuel : pour ces catégories de femmes, « l'oppression ne vaut pour toutes les femmes en tout temps, en tout lieu et en toute situation<sup>32</sup> » et n'est pas seulement le fait de l'oppression de sexe mais aussi de celle de classe et/ou de race, ce qui place le concept d'hybridité au cœur de la troisième vague.

Malgré les points de vue contrastés autour de ces questions, il semble acquis que le féminisme de la troisième vague travaille mieux l'approche intersectionnelle des luttes<sup>33</sup>, rejette plus systématiquement la bicatégorisation normative et s'efforce de dénaturer les identités en reprenant à son compte les théories *queer*, introduites par la philosophe américaine Judith Butler<sup>34</sup>. Ses réflexions ont incontestablement élargi l'horizon conceptuel des féminismes contemporains en

---

29. Silvia GIL, *Nuevos feminismos. Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado español*, Madrid, Traficantes de Sueño, 2011, p. 68.

30. L'historiographie distingue deux vagues féministes. La première vague renvoie au mouvement suffragiste, qui est apparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis (1848) et en Grande Bretagne (1851), centré autour de la demande de l'égalité juridique, civile et politique entre les sexes. La deuxième vague (1970) a porté les revendications qui prônaient la libération des femmes des attaches et normes imposées par la société patriarcale. Ces revendications furent porteuses d'un renouveau du féminisme par le biais de mobilisations radicales (Mouvement de libération des femmes) qui ont pointé la dimension politique de questions traditionnellement considérées comme privées (les violences conjugales, la sexualité, etc.) et ont popularisé le slogan emblématique « le privé est politique ». Rappelons toutefois que ce découpage en vagues est loin de faire l'unanimité au sein de l'historiographie féministe, comme en témoignent, entre autres, les travaux de la philosophe française Geneviève FRAISSE, *Les excès du genre*, Paris, Lignes, 2014.

31. Équivalent du « lesbianisme radical » qui se développe dans les années 1980 et pense l'hétérosexualité comme un « régime politique d'oppression » maintenant les femmes dans une position d'esclavagisme, d'où la nécessité de le renverser. Voir Monique WITTIG, *La pensée Straight* (2<sup>e</sup> éd.), Paris, Balland, 2013 [2001] ; Christine BARD, « Le lesbianisme comme construction politique », dans Eliane GUBIN et al. (dir.), *op. cit.*, 2004, p. 111-126.

32. Mélissa BLAIS, Laurence FORTIN-PELLERIN, Ève Marie LAMPRON, Geneviève PAGÉ, « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches Féministes*, vol. 20, n° 2, 2007, [<http://id.erudit.org/iderudit/O17609ar>], consulté le 31 mars 2015.

33. L'intersectionnalité « dénonce la prétention à l'universalité d'un féminisme qui ignore son point de vue et appelle à une réflexion sur la coconstruction des différents rapports de domination », cf. Christine BARD, *Le féminisme au-delà des idées reçues*, Paris, Le cavalier bleu, 2012, p. 271.

34. Judith BUTLER, *Gender Trouble : Feminism and the subversion of identity*, London New York, Routledge, 1990. En Espagne, les études *Queer* doivent beaucoup à d'autres théoriciennes comme Donna Haraway, Teresa de Lauretis, Eve Kosofsky Sedgwick ou plus récemment Paul B. Preciado et Marie-Hélène Bourcier.

formulant des critiques novatrices : critique de la contrainte de l'hétérosexualité, critique de la pensée dichotomique (bipartition de l'humanité en deux sexes), critique de la logique catégorielle comme mécanisme de pouvoir, remise en cause du fixisme identitaire (mutabilité des sujets)<sup>35</sup>.

À l'origine, le terme *queer* désignait en anglais ce qui est étrange, ce qui est inclassable et qui résiste aux normes de genre<sup>36</sup>. Utilisé depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle comme un stigmate pour répertorier sous un même vocable l'abject et/ou le déviant, le terme a été resignifié au milieu des années 1980 par les communautés lesbiennes, gays, transsexuelles, pour revendiquer leur étrangeté et en signe de résistance politique aux normes hétérosexuelles : l'injure a alors « cessé d'être un instrument de répression sociale pour devenir un signe de résistance à la normalisation », nous dit la philosophe espagnole et figure de proue de l'activisme *queer*, Paul B. Preciado<sup>37</sup>. Reprenant à son compte les travaux de Michel Foucault<sup>38</sup> et les théories du déconstructionnisme derridien, ce mouvement prend la forme « d'un mouvement post-identitaire [...] qui n'est pas un mouvement d'homosexuels, ni de gays, mais de dissidents du genre, de résistance face aux normes qu'impose la société hétérosexuelle dominante<sup>39</sup> ». La réflexion *queer* oppose à la pensée binaire « une théorie du continuum et de la mutabilité<sup>40</sup> ». Les positions sont vues comme interchangeable, et il n'y aurait plus à choisir entre telle ou telle catégorie, entre un registre sexuel ou un autre, entre l'homosexualité ou l'hétérosexualité, mais à s'identifier à partir d'une multiplicité de possibilités, en soumettant les corps à la performativité et en jouant sur « les genres », qui sont envisagés de manière relationnelle dès lors que « la circulation de la masculinité et de la féminité ne dépend plus du sexe biologique<sup>41</sup> ».

---

35. Ces critiques ont été regroupées en quatre catégories par Diane LAMOUREUX, « La réflexion *Queer* : apports et limites », dans Maria NENGEH MENSAH (dir.), *op. cit.*, 2005, p. 92.

36. Pour une histoire politique du terme *queer*, voir Paul B. PRECIADO, « *Queer. Historia de una palabra* », 2009, [<http://paroledequeer.blogspot.fr/p/beatriz-preciado.html>], consulté le 15 novembre 2014.

37. Paul B. PRECIADO (anciennement Beatriz Preciado) est l'auteur de *Manifeste contra-sexuel*, Paris, Balland, 2000 ; *Testo Junkie : sexe, drogue et biopolitique*, Paris, Grasset, 2008 ; *Pornotopie*, Paris, Climats, 2010.

38. *Histoire de la Sexualité* de Michel FOUCAULT est parue en trois volumes entre 1976 et 1984 aux Éditions Gallimard. 1. *La volonté de savoir* 2. *L'usage du plaisir* 3. *Le souci de soi*.

39. Paul B. PRECIADO, *op. cit.*, 2009.

40. Diane LAMOUREUX, *op. cit.*, 2005, p. 92.

41. Christelle TARAUD, *Les féminismes en question. Éléments pour une cartographie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2005, p. 47. Entretien avec Marie-Hélène BOURCIER, théoricienne et activiste *queer* de référence en France. Elle a notamment publié la trilogie qui fait autorité sur la question : *Queer Zones 1* (2001), *Queer Zones 2* (2005), *Queer Zones 3* (2011).

Le questionnement sur le sujet même du féminisme se trouve au cœur du féminisme de la troisième génération. Dans les années 1970, « le mouvement des femmes se fondait sur une identité-femme très discutée mais qui cernait en quelque sorte une condition commune aux femmes »<sup>42</sup>, nous dit Christine Bard pour le féminisme français. En Espagne, c'est au cours des Journées féministes de Madrid de 1993 que la crise du sujet du féminisme se fait jour. Lors de ces rencontres, l'identité-femme ou le sujet hégémonique du féminisme fut remise en question sous l'influence de jeunes collectifs, des féministes lesbiennes et de transsexuels rejetant « un sujet-femme unitaire pour dénoncer la situation de domination »<sup>43</sup>. L'homogénéisation du sujet-femme, en partant du postulat de départ selon lequel toutes les femmes subissent une expérience commune de la domination exercée par le système patriarcal, est ainsi soumise à des débats virulents, qui sont à l'œuvre encore aujourd'hui au sein du mouvement féministe contemporain. Une partie des militantes, le plus souvent les féministes historiques des années 1970, expriment leurs réticences à abandonner « la fiction d'un sujet mythique et universalisant du féminisme<sup>44</sup> », comme substrat de leur identité collective alors que dans la pratique, la diversité des identités culturelles politiques au sein des féminismes relève d'une mutation incontestable. À l'heure actuelle, les crispations et les fractures se sont encore rigidifiées au sujet de l'intégration des trans au sein des espaces féministes, notamment lors de la célébration de la journée du 8 mars et d'autres commémorations féministes<sup>45</sup>, ce qui démontre que la politique des alliances qui est plébiscitée par les collectifs de la troisième génération ainsi que le souhait de voir converger les luttes demeurent l'un des défis majeurs du féminisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

42. Christine BARD, *Le féminisme au-delà des idées reçues*, op. cit., p. 169.

43. Maria MARTÍNEZ GONZÁLEZ, *Identidades feministas en proceso. Reiteraciones relacionales y activaciones emocionales en las movilizaciones feministas en el Estado español*, Thèse de doctorat, Université du Pays-Basque, Bilbao, mars 2015, p. 341.

44. Elena CASADO APARICIO, « A vueltas con el sujeto del feminismo », *Política y sociedad*, n° 30, 2009, [<http://revistas.ucm.es/index.php/POSO/article/viewFile/POSO9999130073A/24850>], consulté le 31 mars 2015. De la même auteure, *La construcción socio-cognitiva de las identidades de género de las mujeres españolas (1975-1995)*, Thèse de doctorat, université Complutense, Madrid, 2002, [<http://biblioteca.ucm.es/tesis/cps/ucm-t26344.pdf>], consulté le 25 mars 2015.

45. Selon les témoignages des activistes transféministes madrilènes que j'ai pu recueillir, cette question a été l'objet de fortes dissensions dans la perspective du 8 mars 2014 où : un certain nombre de féministes historiques ou *mainstream* se sont opposées à la participation des collectifs trans à cette manifestation.

## D'UNE VAGUE À L'AUTRE : L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX COURANTS FÉMINISTES

Ces féminismes de la troisième génération trouvent leur matérialisation dans des répertoires d'action qui conjuguent la performance artistique (musique rock/punk, poésie, littérature), la sexualité (porno-graphie, sadomasochisme), les outils technologiques et la dimension politique pour déconstruire les contraintes imposées par un système normatif et hétéropatriarcal. Le « *post-porn* » est à ce titre l'une des manifestations artistiques du courant *queer* : il émerge aux États-Unis dans les années 1980, dans le *Post Porn Modernist Manifesto*<sup>46</sup>, puis dans les performances d'Annie Sprinkle<sup>47</sup> et se développe en Europe et, notamment en Espagne, au début des années 2000, dans les milieux activistes, pro-sexe<sup>48</sup> et *queer* barcelonais<sup>49</sup>. Paul B. Preciado, qui a contribué à faire connaître ce courant en Espagne<sup>50</sup>, le définit comme « un espace d'action politique à travers lequel les femmes et les minorités sexuelles peuvent redéfinir leurs corps et inventer de nouvelles formes de production de plaisir qui résistent à la normalisation pornographique dominante<sup>51</sup> ». Il s'agit d'une stratégie politique visant à se réapproprier les technologies de production et de représentation de la sexualité et du genre qui, loin

46. Sous l'impulsion de deux anciennes actrices pornographiques, Veronica Vera et Candida Royalle.

47. Ancienne prostituée et actrice pornographique américaine, Annie Sprinkle est aujourd'hui réalisatrice, éditrice, écrivaine et performeuse.

48. Féminisme pro-sexe : courant de pensée apparu dans les années 1980 en opposition aux féministes abolitionnistes. Il pose comme principe que la liberté sexuelle est un élément essentiel de la liberté des femmes. Toute relation sexuelle consentante ne peut dès lors qu'être enrichissante, David Courbet, *Féminismes et pornographie*, Paris, La Musardine, 2012, p. 270.

49. Sur le « postporn », voir Marie-Hélène BOURCIER, *Queer Zones. Politiques des identités sexuelles, des représentations et des savoirs*, Paris, Balland, 2001 ; « Bildungs-Post-Porn : Notes sur la provenance du Post-Porn, un des futurs du féminisme de la désobéissance sexuelle », *Rue Descartes*, 2013/3, n° 79, p. 42-60 ; Rachele BORGHI, « Post-Porn », *Rue Descartes*, 2013/3, n° 79, p. 29-41 ; Marie-Anne PAVEAU, *Le discours pornographique*, Paris, La Musardine, 2014. Voir également le documentaire, réalisé entre les États-Unis et l'Espagne par Virginie DESPENTES, *Mutantes (Féminisme Porno Punk)*, 2009, commercialisé depuis 2010 en DVD sous le même nom, ainsi que l'essai de l'activiste et philosophe espagnole Marisol SALANOVA, *Postpornografía*, Murcia, Ed. Pictografía, 2012 et son blog, *Filosofía del Postporno*, [<http://filosofiadelpostporno.blogspot.fr/>], consulté le 12 novembre 2014. Pour les performances postporn et *queer* espagnoles, voir les collectifs comme Post Op, Quimera Rosa ou Oh-Kaña, 2010, [<http://vimeo.com/12566813>], consulté le 2 janvier 2015.

50. Paul B. PRECIADO et Marie-Hélène BOURCIER sont à l'initiative du *Maratón Postporno*, un séminaire qui s'est tenu, les 6 et 7 juin 2003, au MACBA, musée d'Art contemporain de Barcelone et qui a proposé des conférences, discussions, tables rondes, performances autour des représentations politico-esthétiques de la postpornographie contemporaine.

51. Paul B. PRECIADO, « Postporno. Excitación disidente », [<http://paroledequeer.blogspot.fr/p/beatriz-preciado.html>], consulté le 17 novembre 2014.

de condamner la pornographie, à l'instar du courant abolitionniste, recherche l'*empowerment* des femmes: de « corps-objets » au service de la pornographie hétérosexuelle masculine *mainstream*, les porno-actrices deviennent des « corps-sujets<sup>52</sup> », engagées dans « un mouvement de résistance au modèle pornographique traditionnel visant à réinventer ses codes dans une logique de déconstruction et de dénaturalisation de la sexualité en produisant des contenus alternatifs<sup>53</sup> ».

Cette approche de la pornographie, revendiquant un usage politique du corps et des sexualités, constitue le cœur de la militance artistico-féministe-*queer* de la performeuse madrilène Diana J. Torres qui a inventé un concept dissident, le « pornoterrorisme<sup>54</sup> », pensé comme une contre-offensive artistique, anticonformiste et radicale contre le poids des normes de genre et des dispositifs de contrôle de la sexualité. En réaction aux injonctions morales, sociales et légales de l'État, de l'Église et de la médecine, Diana J. Torres réinvestit l'espace pornographique afin d'élaborer une cartographie des sexualités dissidentes, et de libérer sa rage *via* le monstrueux revendiqué et la violence consentie<sup>55</sup>. La performance devient ainsi un espace laboratoire de la dissidence sexuelle, une « catharsis permettant d'évacuer par la production artistique une fureur désespérée<sup>56</sup> » et le pornoterrorisme une action politique, « un acte de survisibilité<sup>57</sup> » et de réappropriation des corps dans l'espace public.

Toutes ces formes de résistance aux normes de genre convergent au sein d'un autre courant, « le transféminisme », mouvement de

---

52. Comme le dit Annie SPRINKLE dans son ouvrage *Hardcore from the Heart* (2001), « La réponse au mauvais porno n'est pas d'interdire le porno, mais de faire de meilleurs pornos. », cité et traduit par Virginie DESPENTES, *King Kong Théorie*, Paris, Grasset, 2006, p. 87. À ce titre, voir les productions pornographiques féministes indépendantes de la réalisatrice et productrice suédoise Erika LUST, installée à Barcelone depuis 2000 : *Handcuffs* (2009), *Cabaret Desire* (2011), *Room 33* (2011), *X Confessions* (2013-2014), [<http://erikalust.com/fr/>], consulté le 2 janvier 2015.

53. David COURBET, *Féminismes et pornographie*, op. cit., p. 270.

54. Diana J. TORRES, *Pornoterrorismo*, Tafalla, Editorial Txalaparta, 2011. L'ouvrage a une version en français, *Pornoterrorisme*, Bayonne, Ed. Gatzuzain, 2012.

55. L'espace pornographique est une « stratégie artistico-politique pour faire de nos corps la meilleure arme », Diana J. TORRES, *Manifiesto pornoterrorista*, 2012, [<http://pornoterrorismo.com/lee/manifiesto-pornoterrorista/>], consulté le 10 novembre 2014.

56. Claire LAGUIAN, « Fureur dé (CON) structrice et « viscéranimalité » du désir saphique dans la poésie du xxi<sup>e</sup> siècle en Espagne », conférence lors de la Journée d'Études internationales, « *Mi vagina clama una venganza* » : fureur et désir féminins dans les littératures contemporaines de langues romanes, université de Paris Est Marne-La Vallée, 31 janvier 2014 (à paraître).

57. Arnaud ALESSANDRIN, « Notes de lecture. Diana J. Torres. Pornoterrorisme », *Cahiers du Genre*, 2013/2, n° 55, p. 227-251, [[http://cahiers\\_du\\_genre.pouchet.cnrs.fr/pdf/NLcdG55.pdf](http://cahiers_du_genre.pouchet.cnrs.fr/pdf/NLcdG55.pdf)], consulté en juin 2014.

déconstruction du système sexe-genre, de l'hétéropatriarcat et résolument critique à l'égard des théories féministes classiques fondées sur une vision naturalisée du genre. Ce mouvement résulte de l'alliance entre les mouvements trans, *queer* et féministes, dans une approche intersectionnelle, afin de mener un combat sur plusieurs niveaux et de déployer des stratégies basées sur une politique de la coalition plutôt que sur un groupe social identitaire<sup>58</sup>. En Espagne, le transféminisme a commencé à gagner en visibilité à partir des Journées féministes de Grenade en 2009, mais il a surtout fait l'objet d'une tentative de théorisation lors des Journées transféministes de Barcelone en 2010<sup>59</sup>. C'est à Diana J. Torres que l'on doit l'initiative de la rédaction du « Manifeste pour la révolution transféministe<sup>60</sup> », publié sur son blog le 1<sup>er</sup> janvier 2010, et signé à la fois par des collectifs, des artistes ou des activistes féministes, à l'instar de Paul B. Preciado, de la journaliste et féministe basque, Itziar Ziga<sup>61</sup> ou encore de l'essayiste *queer*, Sayak Valencia. Rédigé selon une rhétorique guerrière, ce plaidoyer en faveur d'un renouvellement de la pensée féministe se veut résolument avant-gardiste et dissident en proposant de « dynamiter le binôme genre et sexe comme pratique politique<sup>62</sup> » et en appelant à « l'insurrection, à l'occupation des rues [...] à la désobéissance<sup>63</sup> », autant de pratiques

---

58. Voir la définition du transféminisme par l'association OUTrans fondée en 2009, [<http://outrans.org/infos/articles/transfeminisme>], consulté le 24 novembre 2014. Précisons toutefois que le transféminisme diffère selon les contextes culturels dans lesquels il est appréhendé. Le transféminisme en France semble encore être plutôt le « féminisme des trans » alors que le transféminisme, dans les pays hispanophones, se fonde plus sur une approche intersectionnelle des luttes : par exemple alliance avec les femmes qui portent le voile et sont, à ce titre, discriminées et/ou les immigrées exploitées. Cf. Brigitte VASALLO, *Pornoburka*, Cardedeu, Associació Cultural Colectivo Cautivo, 2013. Pour une étude documentée sur ces questions, voir Karine ESPINEIRA, *Transidentité. Ordre & panique de genre*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2015.

59. Pour une conceptualisation récente de ce courant en Espagne, voir Miriam SOLÁ et Elena URKO (dir.), *Transfeminismos. Epistemes, fricciones y flujos*, Tafalla, Txalaparta, 2014.

60. « Nous sommes issues du féminisme radical, nous sommes les gouines, les putes, les trans, les immigrées, les noires, les hétérodissidents... nous sommes la rage de la révolution féministe et nous voulons montrer les crocs ; sortir des officines du genre et des politiques correctes : que notre désir nous guide en étant politiquement incorrectes, en dérangeant, repensant et resignifiant nos mutations. Nous ne nous contentons plus d'être seulement des femmes. Le sujet politique du féminisme, "femmes", nous est étroit, il est excluant en soi, laissant dehors les gouines, les trans, les putes, celles qui portent le voile, celles qui gagnent peu et qui ne vont pas à la fac, celles qui crient, celles sans-papiers et les pédés », « Manifiesto para la Revolución transfeminista », 1<sup>er</sup> janvier 2010, [<http://medeak.blogspot.com.es/2009/12/manifiesto-para-la-insurreccion.html>], consulté le 26 avril 2015.

61. Itziar ZIGA, *Devenir perra*, Barcelone, Melusina, 2009 ; *Un zulo propio*, Barcelone, Melusina, 2010 ; *Sexual Herria*, Tafalla, Txalaparta, 2011 ; *Malditas. Una estirpe transfeminista*, Tafalla, Txalaparta, 2014.

62. « Manifiesto para la Revolución transfeminista », *op. cit.*

63. *Ibid.*

qui réactualisent la potentialité subversive du féminisme de la deuxième vague dans l'occupation de l'espace public et la politisation des questions sexuelles. Le transféminisme viendrait ainsi reformuler les thématiques chères au féminisme (violences, inégalités, sexualités, prostitution, pornographie), il serait même selon Diana J. Torres, « l'avènement du féminisme<sup>64</sup> », ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il renie les apports et les combats des féministes historiques, même s'il prend ses distances vis-à-vis d'un mouvement social qu'il juge trop hétérocentré, trop blanc, trop intellectuel, incapable de repenser les nouvelles inégalités produites par l'économie néolibérale et le *capitalisme gore*<sup>65</sup>.

Le transféminisme, en tant que dépassement du féminisme, inclut les sujets des marges, les minorités sexuelles ou minorités ethniques et articule mieux les différents modes d'oppression (sexisme, homophobie, transphobie, racisme, capitalisme) tout en conservant le terme « féminisme », qui à l'inverse du vocable *queer*, assume les connexions avec les discours et les pratiques politiques du féminisme historique. Espace transfrontière<sup>66</sup> mais également caisse de résonance du local, de la « politique du vivant<sup>67</sup> », le transféminisme se recentre « sur la politisation du quotidien<sup>68</sup> » et tisse des stratégies microsociologiques de résistance : il part des expériences des individus marginalisés pour questionner l'ordre économique néolibéral et les normes du système hétéropatriarcal, nouer de nouvelles coalitions et se réappropriier les luttes qui ont divisé et continuent de diviser les féminismes<sup>69</sup>. S'il est ardu d'élaborer une définition figée, tant ce courant résiste aux catégorisations rigides en raison de son hétérogénéité et des identités multiples qui le composent, le transféminisme peut, à l'instar des *100 antithèses*

64. Diana J. TORRES, *op. cit.*, 2012, p. 180.

65. Nous reprenons ici le titre de l'ouvrage de Sayak VALENCIA, *Capitalismo gore*, Barcelone, Melusina, 2010.

66. Silvia GIL ; Amaia PÉREZ OROZCO, « Transfeminismo: ¿sujetos o vida en común? », *Diagonalperiódico. net*, 19 juillet 2010, [<https://www.diagonalperiodico.net/la-plaza/transfeminismo-sujetos-o-vida-comun.html>], consulté le 17 novembre 2014.

67. Ce concept de « politique du vivant » est défini par Silvia GIL comme « la politique qui part de l'expérience et du quotidien, qui ne répond pas à un programme idéologique, ne représente pas un sujet identifiable, ni ne se base a priori sur aucune unité. C'est une politique du multiple, autonome, sans médiations ni représentations ». Il s'oppose à la politique institutionnelle et à sa représentation verticale et élitiste, cf. Silvia GIL, *op. cit.*, 2011, p. 70.

68. Amaia PÉREZ OROZCO, *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficantes de Sueño, 2014, p. 29.

69. Le transféminisme fait aussi débat au sein des féminismes latino-américains, cf. Florencia GOLDSMAN, « Polémicas trans : nuevas categorías políticas en los encuentros feministas », *Pikara Magazine*, 29 décembre 2014, [<http://www.pikaramagazine.com/2014/12/polemicas-trans-nuevas-categorias-politicas-en-los-encuentros-feministas/>], consulté le 2 janvier 2015.

du *cyberféminisme*, être défini par ce qu'il n'est pas<sup>70</sup>. C'est ainsi que Diana J. Torres propose une théorisation de ce courant à partir des alliances qu'il ne nouera jamais: le transféminisme, assure-t-elle, « ce ne sera pas avec celles qui censurent la pornographie; avec celles qui victimisent la prostitution et la confondent gravement avec l'esclavage; avec celles qui crient ni pute ni soumise; ni avec celles qui pensent que le sadomasochisme est aberrant et peu respectable; ni avec celles qui s'offusquent de l'exubérance et de l'effronterie<sup>71</sup> ». Laboratoire expérimental et performatif, espace de discussions et de débats, le festival *Octubre Trans*, qui a lieu depuis quatre ans dans le quartier populaire de Lavapiés à Madrid, mais également à Barcelone et au Pays Basque, est emblématique de la vitalité de ce courant et de sa récente visibilité<sup>72</sup>. Il est organisé par plusieurs collectifs dont la *Pandi Trans*, un collectif de personnes trans fondé en octobre 2011, avec pour objectif de générer une réflexion-action autour des identités et des corps, « dans une perspective d'*empowerment* transféministe, autonome et anticapitaliste<sup>73</sup> ».

La circulation de ces nouveaux courants a ouvert un horizon de possibilités mais, par ricochet, une nouvelle ligne de fracture au sein du féminisme espagnol contemporain: d'un côté, un féminisme hégémonique « pro-femme », héritier des postulats du féminisme de la deuxième vague, critiqué pour être un « féminisme autoréférentiel, qui s'adresse à elles-mêmes: femmes blanches, occidentales et de classe moyenne<sup>74</sup> »; de l'autre, le féminisme de la troisième vague, qui considère le sujet du féminisme comme multiple et entend croiser systématiquement les propositions féministes avec la race, la classe, le genre et la sexualité. La mobilité de ces courants alternatifs témoigne d'un renouvellement des théories et des pratiques féministes classiques depuis le milieu des années 1990 jusqu'à aujourd'hui: ils sont emblématiques d'un « féminisme au temps du post », nous dit la chercheuse María

70. *Les 100 antithèses du cyberféminisme* est un texte rédigé en 1997 par le collectif *Old Boys Network* lors de la première conférence internationale cyberféministe en Allemagne. Il s'agissait de refuser une définition fermée du cyberféminisme mais de définir, en 100 antithèses, ce qu'il n'était pas.

71. Diana J. TORRES, *op. cit.*, 2012, p. 182

72. Le festival en est à sa quatrième saison et, sous le slogan « Ce qui est incongru, ce n'est pas mon corps, mais ton regard » (*La incongruencia no está en mi cuerpo, está en tu mirada*), il propose, un mois durant, une programmation riche, hétéroclite, [<http://octubretransmadrid2014.drupalgardens.com/content/otros-octubres>], consulté le 17 novembre 2014.

73. [<http://octubretransmadrid2014.drupalgardens.com/content/pandi-trans>], consulté le 17 novembre 2014.

74. Beatriz GIMENO, « ¿Qué feminismo? », *Trasversales*, 2009, n° 16, [<http://beatrizgimeno.es/2010/09/09/%C2%BFque-feminismo/>], consulté le 24 novembre 2014.

Martínez González, pour laquelle « il s'agit d'un féminisme qui ne renie pas ses origines [...] qui hérite des préoccupations de la deuxième vague mais les adaptent au temps présent<sup>75</sup> », un féminisme de la subversion capable de brouiller les catégories et les normes et de questionner les subjectivités et les corporalités socialement construites.

**« ¡LA REVOLUCIÓN SERÁ FEMINISTA O NO SERÁ! » :  
LA « MARÉE VIOLETTE » AU SEIN DU  
MOUVEMENT DES INDIGNÉS**

Si depuis la fin de la transition démocratique ce féminisme de la subversion semble s'être essoufflé, il n'a pourtant jamais cessé d'exister. Souvent repliée au cœur des quartiers, avec un champ d'action centré sur le local, la militance de ces groupes s'est opérée depuis les marges et les espaces *underground*. C'est un soulèvement de grande amplitude, la « révolution des indignés », qui marque un tournant dans la reconfiguration de ce militantisme autonome, radical et contestataire<sup>76</sup>. Dès son occupation de la Puerta del Sol à Madrid, le 15 mai 2011 (15-M), le mouvement des indignés a été le catalyseur d'une insurrection citoyenne sans précédent contre le capitalisme, la spéculation financière et la corruption politique<sup>77</sup>. Encouragés par les événements du Printemps arabe, les manifestant(e)s s'insurgent contre les conséquences sociales de la crise morale et financière en proposant un modèle alternatif de démocratie, dite « réelle » ou « participative ». À ce titre, les acteurs et actrices du 15-M, aussi bien des représentant(e)s des mouvements sociaux alternatifs que des jeunes indigné(e)s sans passé militant, ont développé des formes de protestations citoyennes marquées par l'absence de *leaders*, l'autogestion, la politique participative, l'occupation et la politisation de l'espace public. Cette « insurrection des consciences », que l'on a hâtivement présentée comme le fruit de la révolution d'une jeunesse précaire sans expérience militante antérieure, est en fait un mouvement hétérogène

---

75. María MARTÍNEZ GONZÁLEZ, « Jóvenes y feminismo : ¿hacia un feminismo de la « subversión » ? », *Revista vasca de sociología y ciencia política*, 2007, n° 43, p. 97-216.

76. Vocabulaire repris de l'ouvrage de Stéphane HESSEL, *Indignez-vous!*, Montpellier, Indigène éditions, 2011.

77. Les indignés se sont rassemblés sous le slogan fédérateur « « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers ». Nous avons privilégié ici les expériences des indignés madrilènes en raison du cadre restreint de ce chapitre, mais la mobilisation a été tout aussi massive à Barcelone et dans d'autres grandes villes espagnoles (Valence, Málaga, etc.).

traversé par des courants et des identités multiples<sup>78</sup>. Dans une perspective de genre, s'y côtoient une génération de jeunes féministes, proche de la mouvance anarchiste et anticapitaliste, des collectifs transféministes, que nous avons évoqués précédemment, mais également des féministes chevronnées, des « autonomes » des années 1980, qui prolongent ainsi des engagements militants de longue date.

Transformées en campements à ciel ouvert, les places et les rues ont accueilli le ferment de la contestation sociale et la Puerta del Sol, l'offensive des féministes rassemblées autour d'un espace militant : la Commission des féminismes de Sol, qui est devenue en quelques jours le centre névralgique des féminismes madrilènes. La valeur symbolique des lieux prend ici tout son sens : l'occupation de la place, autrement dit la subversion de l'espace, revient à signifier qu'un autre ordre social est possible, mettant à mal toute l'architecture du système politique représentatif au profit d'une démocratie directe. De fait, l'occupation de la place redonne sens à l'espace en tant que lieu ouvert, participatif, visible et de résistance, en syntonie avec l'idéologie même du mouvement du 15-M. Pour les féministes, *la carpa de la Puerta del Sol*<sup>79</sup> s'est muée en lieu de résonance de tous les féminismes non étatiques dans une volonté de dépassement des clivages idéologiques et de mise en œuvre d'une politique des alliances : hétérosexuelles, bisexuelles, lesbiennes, transféministes, pro-sexe, *queer*, prostituées, travailleuses domestiques, migrantes, salariées, étudiantes, etc. Cette sororité dans la diversité<sup>80</sup> a constitué un tournant indéniable dans la consolidation

---

78. Nous empruntons cette expression à l'ouvrage *D'Athènes à Wall Street, Indignés!, échos d'une insurrection des consciences*, Revue *Contretemps* (dir.), Paris, La Découverte, 2012. Pour une bibliographie sur le mouvement du 15-M cf., entre autres, Benjamin TEJERINA et Ignacia PERRUGORÍA, « Synchronizing identities : Crafting the space of mobilization in the spanish 15M » ; Nicholas P. PETROPOULOS et George O. TSOBANOGLOU (ed.), *The Debt Crisis in the Eurozone : Social Impacts*, Cambridge Scholar Publishing, Newcastle, 2014, p. 282-304 ; Luis RUIZ AJA, Florián Manuel PÉREZ, Teresa María GÓMEZ-PASTRANA, *El descontento social y la generación IN*, Madrid, Editorial Popular, 2013 ; Manuel CASTELLS, *Redes de indignación y esperanza*, Madrid, Alianza Editorial, 2012 ; Carlos TAIBO, *El 15-M. Una brevisísima introducción*, Galice, Editorial Trifolium, 2014 ; *El 15-M en sesenta preguntas*, Madrid, Catarata, 2011 ; *Que no se apague la luz. Un diario de campo del 15-M*, Madrid, Catarata, 2012 ; *La rebelión de los indignados*, Carlos TAIBO, Josep Maria ANTENTAS y Esther VIVAS, Juan Pablo MATEO, Antoni DOMÈNECH, Iván GIMÉNEZ CHUECA, Juan Carlos MONEDERO (ed.), Madrid, Editorial Popular, 2011 ; *Hablan los indignados*, Juan TORRES LÓPEZ, Alberto GARZÓN, Aitor ROMERO ORTEGA, Joel SERAFÍN ALMENARA, Marcos ROITMAN, Gerardo TUDURÍ (ed.), Madrid, Editorial Popular, 2011 ; Cristina GARCÍA-ROSALES et Manuel PENELLA HELLER, *Palabras para indignados*, Tarragona, Mandala Ediciones, 2011.

79. Il s'agit de la « tente féministe » installée sur la *Puerta del Sol*.

80. Le terme « sororité » est un héritage du féminisme de la deuxième vague, il est l'équivalent de la fraternité masculine et désigne le « lien politique et affectif établi entre femmes », Christine BARD, *op. cit.*, 2012, p. 276.

d'une « marée violette<sup>81</sup> », accueillant dans ses rangs des féminismes polymorphes mais soudés autour d'un projet commun : la subversion de l'ordre capitaliste, patriarcal et hétéronormé<sup>82</sup>. Faisant la jonction avec le féminisme de la troisième vague, les féministes indignées revendiquent l'interrelation des multiples systèmes d'oppression et se sont efforcées d'intégrer toutes les commissions du 15-M pour rendre effective la transversalisation des propositions féministes. S'en est suivi un intense travail de pédagogie mais également de débat et de réflexion théorique qui a abouti à la rédaction de plusieurs textes et manifestes. Les treize propositions, publiées le 21 mai 2011, sont l'essence même des féminismes du 15-M en tant que mouvement pluriel, alternatif, horizontal, autonome, pacifique, progressiste, laïque et égalitaire<sup>83</sup>.

Photo 4.1. Pancarte féministe 15-M, Puerta del Sol, Madrid, mai 2011.



81. Ces marées (verte pour l'éducation, blanche pour la santé, violette pour le féminisme) sont « des mouvements ouverts qui cherchent à socialiser leurs revendications, qui en réalité, défendent des causes qui existaient déjà mais d'une façon radicalement nouvelle, qui sont complexes et sans possibilité d'être représentés de manière institutionnelle », cf. José Luis SÁNCHEZ, *Las 10 mareas del cambio*, Barcelone, Rocaeditorial, 2013, p. 14.

82. Le slogan fédérateur adopté lors des mobilisations était le suivant : « On se fait tous/toutes baiser par le système patriarcal » (*El sistema patriarcal nos jode todxs*)

83. Ces propositions sont consultables dans *Dossier de la Comisión de Feminismos de Sol*, 2011, [<http://usteamujer.org/sites/default/files/Feminismos%20Sol.pdf>], consulté en octobre 2014.

Les répertoires d'action de ces féminismes s'articulent autour « d'actions constructives et pédagogiques<sup>84</sup> » et/ou « d'actions ludiques et artistiques » : « atelier de féminisme(s) pour débutants », « journées ludiques des féminismes », publication d'une littérature à caractère militant, d'une « liste d'attitudes micromachistes », défense de l'avortement libre et gratuit<sup>85</sup>, guide de langage inclusif<sup>86</sup> ou encore rédaction du manifeste *Transmaricabollo*<sup>87</sup> pour défendre les droits des personnes LGBT et le travail sexuel. Enfin, à l'intérieur de la tente féministe de *Sol* une aide psychologique a été proposée à toutes les personnes victimes d'agressions sexistes, homophobes ou racistes en-dehors ou au sein même du campement. Rappelons que le mouvement du 15-M, guidé par des idéaux anticapitalistes, progressistes et libertaires, n'a pas été à l'abri de la reproduction des logiques de domination à l'œuvre dans la société civile : généralisation des insultes chargées de machisme et d'homophobie, refus d'incorporer les thèmes centraux du féminisme (avortement, violence sexiste, politiques du *care*<sup>88</sup>) dans le discours général du mouvement et résistances à la prise de parole féminine et féministe lors des assemblées générales<sup>89</sup>. Ces comportements ont été relevés dans la plupart des campements installés sur les places espagnoles et ont donné lieu à des contre-offensives originales. À Madrid, face à la banalisation dans les rangs des indignés du slogan, « politiciens, fils de putes », des prostituées madrilènes ont confectionné des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « [Nous] les putes tenons à dire que les politiciens ne sont pas nos enfants<sup>90</sup> », reprenant ainsi les slogans popularisés

---

84. Nous empruntons ces différentes catégorisations des répertoires d'action à Benjamín TEJERINA, *La sociedad imaginada. Movimientos sociales y cambio cultural en España*, Madrid, editorial Trotta, 2010, p. 89-90.

85. Voir le texte « Democracia Real y derecho de las mujeres a decidir », *ibid.*, 25 mai 2011.

86. L'utilisation de la lettre « x » fusionne le « a », marque du féminin et le « o », marque du masculin pour neutraliser le genre. Cet emploi a été généralisé dans les écrits du 15-M.

87. L'équivalent français du « Manifeste transpédégouine ». Cf. « Manifiesto Transmaricabollo », *Dossier de la Comisión de Feminismos de Sol*, *op. cit.* Ce manifeste s'insurge contre les différentes oppressions dont sont victimes les trans, les femmes, les personnes homosexuelles et les migrant.e.s : racisme, sexisme, homophobie, capitalisme, religions, lobbys pharmaceutiques, médias et éducation véhiculant des principes sexistes ou homophobes.

88. Begoña MARUGÁN et al., *Op Cit*, 2013, p. 26.

89. Sur cette question, voir Karine BERGÈS, « Quand les féminismes s'indignent. Le mouvement du 15-M entre revendications égalitaires et reproduction des logiques patriarcales », Erich FISBACH et Philippe RABATÉ (dir.), dans *Actes choisis du colloque de Strasbourg « crise(s) dans le monde ibérique et ibéro-américain »*, *HispanismeS*, n° 4, juillet 2014, [[http://www.hispanistes.org/images/PDF/HispanismeS/Hispanismes\\_4/18shf%20hispanismes%204%20berges%20karine.pdf](http://www.hispanistes.org/images/PDF/HispanismeS/Hispanismes_4/18shf%20hispanismes%204%20berges%20karine.pdf)], consulté le 20 novembre 2014.

90. Dossier de la *Comisión de Feminismos de Sol*, *op. cit.*

par le mouvement global de la « Marche des salopes<sup>91</sup> ». Le recours au dialogue et à l'humour, le retournement du stigmate en signe de protestation, la déconstruction des stéréotypes, autant de stratégies utilisées pour conjurer le machisme intériorisé... Selon la taille des campements, les résultats ont été inégaux. À Madrid ou Barcelone, en dépit des réticences initiales, les féministes sont parvenues à faire adopter un langage non sexiste, à produire des espaces féministes autonomes, à acquérir une légitimité et une visibilité inédites alors que dans d'autres villes, les résultats ont été moins probants.

À travers ces exemples, il est manifeste qu'en Espagne, depuis le début des années 2000, le féminisme est entré dans une phase de mutation et de reconfiguration, de l'aveu même de Justa Montero, activiste historique, qui évoque « un moment de déferlantes féministes, de mouvements tumultueux, vifs, critiques, radicaux et créatifs<sup>92</sup> ». Preuve de la vitalité retrouvée des féminismes espagnols, l'extraordinaire mobilisation unitaire qu'a suscitée l'annonce du projet de réforme de la loi de l'avortement en décembre 2011, dont nous allons rendre compte dans le dernier volet de cette étude.

## **« EN NUESTROS ÚTEROS, NO SE LEGISLA » : LA (RE)MOBILISATION UNITAIRE AUTOUR DE LA QUESTION DE L'AVORTEMENT**

Afin de comprendre la portée de cette mobilisation, il convient de retracer brièvement la généalogie des trois lois sur l'avortement qui ont prévalu depuis la fin de la dictature du général Franco, en novembre 1975<sup>93</sup>. C'est en 1985, sous la première législature socialiste de la démocratie, que la loi organique 9/1985 du 5 juillet a été adoptée.

---

91. Mouvement né au Canada en avril 2011 (*Slut Walk*) suite aux déclarations d'un policier de Toronto, Michael Sanguinetti, qui avait conseillé aux étudiantes de ne pas s'habiller « comme des traînées » si elles ne voulaient pas se faire agresser. Depuis lors, cette marche s'est étendue à toutes les grandes capitales du monde. Voir Nelly ANDRE, « Les nouvelles formes de protestation sociale : "la marche des salopes" en Amérique latine », *Chronique des Amériques*, vol. 14, n° 2, juin 2014, [[http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cda\\_volume\\_14\\_numero\\_2\\_juin\\_2014.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cda_volume_14_numero_2_juin_2014.pdf)], consulté en septembre 2014.

92. Justa MONTERO, « Marejadas feministas », *Diagonalperiodico. net*, 1er avril 2014, [<https://www.diagonalperiodico.net/la-plaza/22370-marejadas-feministas.html>], consulté le 10 novembre 2014.

93. Pour un historique complet, nous renvoyons à l'étude très documentée de Silvia BENAMÚ et Trinidad NOGUERA, *L'interruption volontaire de grossesse en Espagne*, Fondation Jean-Jaurès, 4 mars 2014, [<http://www.jean-jaures.org/Publications/Notes/L-interruption-volontaire-de-grossesse-en-Espagne>], consulté en juin 2014.

Elle régularisait la dépénalisation de l'IVG dans trois cas de figure : viol, malformation du fœtus, grave danger pour la santé physique ou mentale de la mère. Il s'agissait donc d'une loi restrictive qui ne serait modifiée qu'en 2010 sous la législature socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, soucieux de faire de l'Espagne une référence mondiale en matière de reconnaissance des droits des femmes. La loi organique du 3 mars procédait donc à la dépénalisation de l'IVG, sans conditions jusqu'à la quatorzième semaine de gestation et remplaçait le régime dit des « cas de figure » par un système régi par « les délais », une mise en homogénéité avec les réglementations en vigueur de la plupart des démocraties européennes. Le changement de majorité, suite aux élections législatives anticipées de novembre 2011, qui ont porté au pouvoir la droite conservatrice de Mariano Rajoy, s'est accompagné d'un nouveau projet de loi sur l'avortement placé sous l'autorité du ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón. Cherchant sa légitimité dans des arguments d'ordre juridique, comme le respect à la « protection de la vie de l'enfant à naître » ou la « non-discrimination des personnes handicapées<sup>94</sup> », l'avant-projet de loi envisageait de circonscrire l'accès à l'avortement à deux cas de figure seulement : le viol et le grave danger pour la santé physique ou psychologique de la femme, la malformation du fœtus ne constituant plus à elle seule un motif légal. Pour la première fois en trente-cinq ans de démocratie, l'Espagne subissait un net recul en matière de droits des femmes et faisait face à la mise sous tutelle de leur corps, au service des intérêts politiques et idéologiques de l'État espagnol<sup>95</sup>.

De fait, la modification législative était destinée à séduire l'aile la plus conservatrice du parti au pouvoir, l'épiscopat espagnol et les groupes « pro-vie », très mobilisés contre la loi de 2010, alors que toutes les enquêtes d'opinion ont exprimé le rejet massif de la réforme soutenue par Alberto Ruiz Gallardón<sup>96</sup>. Ces enquêtes sont d'autant

---

94. Cf. Interview de Mercedes YUSTA, *JOL Press*, 23 janvier 2014, [<http://www.jolpress.com/espagne-avortement-ivg-mercedes-yusta-article-824094.html>], consulté le 18 novembre 2014.

95. Cf. la tribune publiée par Paul B. PRECIADO dans *Libération* qui appelle toutes les femmes espagnoles à faire « la grève des utérus » en signe de résistance « matrilotique », *Libération*, « Déclarer la grève des utérus », 17 janvier 2014, [[http://www.liberation.fr/societe/2014/01/17/declarer-la-greve-des-uterus\\_973661](http://www.liberation.fr/societe/2014/01/17/declarer-la-greve-des-uterus_973661)], consulté le 18 novembre 2014.

96. 73,3 % de la population se déclare en faveur du maintien de la loi de 2010, 86 % des Espagnols considèrent que toute femme enceinte doit pouvoir décider librement de mener ou non sa grossesse à terme et 65 % des électeurs du Parti populaire se déclarent à leur tour opposés à la loi Gallardón. [<http://www.elmundo.es/espana/2014/01/03/52c659af268e3e382d8b456b.html>], [[http://politica.elpais.com/politica/2012/07/28/actualidad/1343507067\\_583781.html](http://politica.elpais.com/politica/2012/07/28/actualidad/1343507067_583781.html)], [[http://elpais.com/elpais/2014/01/11/media/1389453933\\_455931.html](http://elpais.com/elpais/2014/01/11/media/1389453933_455931.html)], consultés le 18 novembre 2014.

plus significatives qu'elles furent conduites dans un contexte de crise économique et de durcissement des politiques d'austérité dont la mise en œuvre fragilisait d'autant plus les femmes des classes moyennes et populaires. Aussi, n'est-il guère surprenant que l'annonce de ce projet de loi ait suscité une mobilisation sans précédent dans la société civile, confrontée à une précarisation généralisée et à la paupérisation croissante de la population féminine. Dans les cercles féministes, l'offensive a été orchestrée via la plateforme numérique *Nosotras Decidimos*, fondée en 2010, pour contrer les attaques à la suite de la dépénalisation de l'avortement par le gouvernement Zapatero<sup>97</sup>. Aujourd'hui intégrée par 355 organisations de femmes, elle fait office de porte-voix des revendications des Espagnoles pour l'accès à l'avortement libre et gratuit, et fédère la mobilisation au plan national et régional autour d'un large réseau de solidarité : preuve en est la convocation de grandes manifestations, comme celles du 28 septembre 2013, du 1<sup>er</sup> février et du 8 mars 2014<sup>98</sup>.

Photo 4.2. Manifestation contre la loi de réforme de l'avortement, Madrid, 8 mars 2014.



Ces rassemblements citoyens et intergénérationnels ont constitué un front unitaire contre la loi Gallardón autour du slogan « On ne légifère pas dans nos utérus » et sont parvenus à faire circuler l'avant-projet de loi au-delà des frontières nationales, démontrant ainsi que les ressources informationnelles (réseaux sociaux, sites internet, etc.) s'imposent

97. [<http://nosotrasdecidimos.org/>], consulté le 18 novembre 2014.

98. 70 000 personnes auraient défilé lors de la manifestation du 8 mars 2014.

Photo 4.3. Manifestation en soutien aux femmes espagnoles, Paris, 1<sup>er</sup> février 2014.



aujourd'hui comme une « nouvelle arme importante dans l'arsenal militant<sup>99</sup> ». L'usage politique des nouvelles technologies, au même titre que la « spectacularisation » des actions militantes, participe de ce renouvellement des répertoires d'action du féminisme contemporain. En témoigne la mise en scène d'une action symbolique, médiatique et politique, « le train de la liberté<sup>100</sup> », lancée à l'initiative de Begoña Piñero, porte-parole de l'association féministe des Asturies, *Las Comadres*, avec

99. Fabien GRANJON, *L'internet militant*, Rennes, Apogée, 2001, cité par Pierre MERCKLÉ, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, la découverte, 2011, p. 87. Pour plus de détails sur la mobilisation internationale autour de la loi de réforme de l'IVG en Espagne, voir Karine BERGÈS, « Femmes en réseaux et réseaux de femmes : la technologie au service du militantisme », dans *Féminismes du xxie siècle*, Karine BERGÈS, Florence BINARD, Alexandrine GUYARD-NEDELEC (dir.), Rennes, PUR, collection « Archives du féminisme », 2015.

100. Cette initiative a donné son nom au documentaire, *Yo decido. El Tren de la libertad*, 2014, [<http://vimeo.com/99974636>].

à son bord des féministes parties du nord de l'Espagne pour rejoindre Madrid, le 1<sup>er</sup> février, date de la grande journée internationale de mobilisation européenne en soutien à l'IVG et aux femmes espagnoles<sup>101</sup>.

La résistance s'est également organisée sous la tutelle de l'Assemblée féministe de Madrid qui depuis les années 1980 fédère les expériences des collectifs féministes madrilènes<sup>102</sup>. Particulièrement active au cours des derniers mois, elle a mobilisé des collectifs féministes de différentes obédiences — des plus institutionnels aux plus autonomes — à travers la consolidation d'une « Plateforme unitaire avortement », le défi étant d'organiser la désobéissance civile à travers des modes de protestation visibles dans l'espace public : performances, *sitting* et *escraches*. Ce dernier terme, qui n'a pas son équivalent en français, a fait son apparition en Espagne à partir de 2013 : il renvoie à un mode de protestation qui s'est généralisé en Argentine en 1995 contre les personnes ayant soutenu ou participé à la dictature militaire de Jorge Rafael Videla (1976-1983). Dans le contexte de la crise espagnole, il prend la forme de « dénonciations citoyennes d'un type de personnes déterminées [personnalités politiques, entités bancaires, etc.] par le biais de manifestations pacifiques devant le domicile ou lieu de travail de celles-ci<sup>103</sup> ». Les activistes féministes ont repris à leur compte ces modes d'intervention dans l'espace public<sup>104</sup> et ont organisé, le 16 mai 2013, plusieurs *escraches* dans vingt-huit villes espagnoles<sup>105</sup> : initialement promue par la campagne pour le droit à l'avortement libre et gratuit de Catalogne, cette action a trouvé un écho national à travers la Coordination des organisations féministes. Ce jour-là, les militantes

---

101. Le même jour et à la même heure, des manifestations de solidarité se sont déroulées dans de nombreuses villes européennes (en Belgique, Grande-Bretagne, Portugal, France). À Paris, la manifestation a compté plus de 40 000 manifestant.e.s.

102. La *Asamblea Feminista de Madrid* se réunit depuis 1978 au sein de « Barquillo, 44 », lieu de référence du féminisme madrilène depuis la transition démocratique. Il a accueilli plus d'une centaine de collectifs et d'associations, devenant ainsi un espace de convergence et de dialogue entre tous les féminismes. En raison des coupes budgétaires, le local a fermé ses portes en octobre 2014 et a été transféré à « Bravo Murillo, 4 ». Cf. « Manifiesto sobre el cierre de Barquillo, 44 », octobre 2014, [<http://www.feministas.org/madrid/?p=250>], consulté le 18 novembre 2014.

103. Luis RUIZ AJA, Florián Manuel PÉREZ, Teresa María GÓMEZ-PASTRANA, *El descontento social y la Generación IN*, Madrid, Editorial Popular, 2013, p. 30.

104. En Espagne, c'est la « Plateforme des affectés de l'hypothèque » (*Plataforma de los Afectados por la Hipoteca*) qui a réalisé les premiers *escraches* pour protester contre les expulsions abusives sous l'effet de la crise économique et de la spéculation financière.

105. Joanna GARCÍA GRENZER, *Pikara Magazine*, 24 mai 2013, [<http://www.pikaramagazine.com/2013/05/escrache-feminista-hacia-la-desobediencia-civil-ante-la-contrarreforma-de-la-ley-de-aborto/>], consulté le 18 novembre 2014.

s'étaient donné rendez-vous devant les sièges régionaux du Parti populaire et devant le domicile madrilène du ministre de la Justice afin de manifester leur opposition au projet de réforme. « Vos rosaires hors de nos ovaires/Les riches paient, les pauvres meurent/Pour nos droits, pour nos choix », autant de slogans humoristiques, de pancartes et de chansons subversives, qui ne sont pas sans rappeler les modalités d'action des féministes de la deuxième vague, notamment en France, pour défendre le droit à l'avortement dans les années 1970. Malgré le caractère pacifiste des rassemblements, ceux de Madrid, Alicante et Valladolid ont été violemment réprimés par la police<sup>106</sup> et se sont soldés par plusieurs arrestations assorties d'amendes<sup>107</sup>. Après un bras de fer de plusieurs mois et toute une gestion des crispations dans les rangs du Parti populaire, c'est le chef du gouvernement lui-même qui a annoncé, le 23 septembre 2014, le retrait de l'avant-projet de loi, accélérant ainsi la démission annoncée de son ministre de la Justice<sup>108</sup>. Le manque de consensus au sein même de la droite espagnole, la préservation de ses intérêts politiques et la pression massive des mobilisations nationales et internationales, citoyennes et féministes, ont finalement eu raison d'un projet de loi qui, au bout du compte, menaçait la crédibilité d'un gouvernement déjà très affaibli par la crise économique et la révélation de nombreux scandales de corruption, et qui n'était pas en position de force dans la perspective des différentes échéances électorales de l'année 2015.

\*\*\*

Ces mobilisations massives démontrent le dynamisme du militantisme féministe qui a commencé à se reconfigurer à la fin des

---

106. Les images de la charge de la police contre les manifestant.e.s, devant le domicile d'Alberto Ruiz Gallardón à Madrid, sont disponibles sur le lien suivant, [<https://www.youtube.com/watch?v=ynDgb7N5D9g>], consulté le 10 novembre 2014.

107. Soulignons qu'un avant-projet du ministère de l'Intérieur sur la « nouvelle loi de sécurité citoyenne » soulève depuis plusieurs mois de vives polémiques. Il prévoit notamment de renforcer les sanctions contre les *escraches*, référencés comme des infractions graves et, punis par des amendes entre 30 000 et 600 000 euros, *Diario.es*, 14 novembre 2013, [<http://www.publico.es/482327/la-ley-de-seguridad-ciudadana-una-mordaza-para-los-que-protestan>], consulté le 18 novembre 2014.

108. Plusieurs figures du Parti populaire ont manifesté publiquement leur opposition au projet de loi : Celia Villalobos (vice-présidente du Congrès et ancienne ministre de la Santé sous le gouvernement de José María Aznar), José Antonio Monago (président de la communauté autonome d'Estrémadure), Alberto Núñez Feijoo (président de la communauté autonome de Galice), Juan Vicente Herrera (président de la communauté autonome de Castille et Léon), Cristina Cifuentes (déléguée du gouvernement à Madrid), Rosa Valdeón (maire de Zamora), Borja Semper (président du PP de Guipuscoa), etc.

années 1990 et, qui a trouvé un terrain d'expression, d'abord dans la « révolution citoyenne » de 2011, puis autour du projet de réforme sur l'avortement. Depuis les luttes féministes pour l'obtention d'une loi sur le divorce et sur l'avortement, au début des années 1980, le pays n'avait pas connu une telle « unité dans l'action<sup>109</sup> ». L'obstination d'Alberto Ruiz Gallardón dans son entreprise de mise sous tutelle des femmes espagnoles a fait office de catalyseur des forces féministes, qui se sont rassemblées dans un grand mouvement intergénérationnel et contestataire : les manifestations ont offert, tour à tour, l'occasion de marquer une opposition ferme au projet de loi, de dénoncer la dégradation des conditions de vie des familles et des femmes, liée aux coupes budgétaires en matière de santé, d'aides sociales, de gel des salaires ou de s'insurger contre le poids de l'ordre patriarcal, hétérosexiste et capitaliste. On constate que l'Espagne ne fait pas figure de cas isolé car nous assistons, depuis le début des années 2000, au renouveau de la « culture de la contestation<sup>110</sup> », qui se traduit, dans une perspective genrée, par une internationalisation des stratégies de l'activisme féministe radical, par la consolidation de réseaux de solidarité féministes nationaux et transnationaux et, par la fondation de nouveaux collectifs qui revendiquent, sur des registres divers, un renouvellement des discours et des modalités d'action féministes. L'histoire du féminisme espagnol est marquée par la consolidation de ses luttes au cours des dernières années du franquisme (*tardofranquismo*) et, bien que sa fragmentation en courants pluriels ait été une constante, cela ne l'a pas empêché de porter des combats de haut vol visant à l'obtention de nouveaux droits juridiques pour les femmes. L'institutionnalisation du féminisme, sous les gouvernements socialistes, a inscrit les politiques de genre à l'agenda politique mais ce féminisme de service, légitime et nécessaire, a eu pour effet de reléguer le féminisme autonome dans les interstices de la contestation minoritaire. Au tournant des années 1990, sous l'influence des théories post-modernes, post-structuralistes et *queer*, les féminismes espagnols ont procédé à une réactualisation de leurs théories, postulant pour la « subversion de l'identité » et la performativité des corps<sup>111</sup>. Aussi dès le milieu des années 1990 et, plus encore à partir des années 2000, les activistes se sont montré(e)s perméables à de nouveaux courants remettant en cause la matrice hétérosexuelle,

109. Nous empruntons cette expression à María MARTÍNEZ GONZÁLEZ, *op. cit.*, 2008.

110. Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, p. 24.

111. Nous reprenons ici le titre de l'ouvrage de référence de Judith BUTLER, *op. cit.*, 1990.

la catégorisation binaire de genre et le sujet même du féminisme. Les théories *Queer*, le transféminisme, le postporn, le pornoterrorisme, les mouvements pro-sexe, autant de nouveaux courants qui ont ouvert, nous dit l'activiste Beatriz Gimeno, « un monde de possibilités, nous ont permis de chausser de nouvelles lunettes pour voir la réalité<sup>112</sup> », en rendant visibles d'autres subjectivités, d'autres sujets, de nouvelles inégalités, sous l'effet des politiques néolibérales et de l'imbrication de plusieurs systèmes d'oppression.

Pour conclure, nous ajouterons que cette « marée violette » qui a déferlé ces deux dernières années ne s'est pas tarie, comme en témoigne la déclinaison politique des propositions féministes du 15-M dans la nouvelle formation politique *Podemos*<sup>113</sup>. Depuis mars 2014, les revendications féministes, au sein de cette nouvelle force montante, sont portées par le cercle *Podemos* féminismes<sup>114</sup>, un espace de réflexion et de participation citoyenne sur les thématiques en lien avec l'égalité femmes-hommes qui veille à rendre effective, non sans difficultés, la transversalisation au sein des autres cercles thématiques de l'organisation politique<sup>115</sup>. Malgré les critiques formulées par les autres formations politiques à l'égard de ce nouveau parti<sup>116</sup>, malgré les résistances encore perceptibles dans ses rangs à l'égard du féminisme et malgré l'institutionnalisation d'une mobilisation sociale qui pose question, il n'en reste pas moins que cette nouvelle formation politique s'impose comme un laboratoire expérimental des propositions théoriques, trop souvent cantonnées au rang des utopies, une alternative à la représentation politique traditionnelle en mettant au cœur de son programme transformateur la participation citoyenne. « L'un des meilleurs atouts de *Podemos* est le grand nombre de féministes qu'il compte dans ses rangs<sup>117</sup> », assure Beatriz Gimeno, qui milite dans le parti et

---

112. Beatriz GIMENO, *op. cit.*, 2009.

113. *Podemos*, dirigé par l'eurodéputé Pablo Iglesias, s'est présenté aux élections européennes de mai 2014 et a obtenu 7,98 % des voix, ce qui le place au quatrième rang des forces politiques en Espagne.

114. [<https://www.facebook.com/pages/Podemos-Feminismos/235288249991431?sk=info>], consulté le 24 novembre 2014.

115. Interview *Círculo Podemos Feminismos*, 8 mars 2014, [<http://www.espacioalternativo.org/spip.php?article29499>], consulté le 24 novembre 2014.

116. Les critiques les plus récurrentes sont la proximité idéologique entre *Podemos*, le populisme, le chavisme et le castrisme ainsi que l'antidémocratie de l'équipe constituée autour de Pablo Iglesias.

117. Beatriz GIMENO, « Ante las críticas al feminismo de Podemos », blog de Beatriz Gimeno, 17 novembre 2014, [<http://beatrizgimeno.es/2014/11/17/ante-las-criticas-al-feminismo-de-podemos/#more-3550>], consulté le 24 novembre 2014.

pour laquelle les mutations qui sont en train de s'opérer sont le fait de « jeunes féministes bien formées, très engagées dans le féminisme, avec les idées claires et un haut degré d'activisme féministe<sup>118</sup> ». Ces nouvelles formes d'engagement s'efforcent de refaçonner l'agir féministe et ouvrent un horizon d'espoir quant à la progressive prise en compte transversale des revendications féministes, non plus traitées à la marge, mais prises comme caisse de résonance des questions du temps présent. Le féminisme hégémonique, qui est aujourd'hui la cible des activistes de la troisième vague, ce féminisme « gris, normatif et puritain<sup>119</sup> », de l'aveu même de ses détracteurs/rices, est-il en mesure de répondre aux défis contemporains sans un renouvellement en profondeur de ses théories, de ses modes d'action et de son vivier militant ? Parviendra-t-il à se laisser baigner par de nouvelles marées régénératrices, à se laisser secouer par la houle tumultueuse du renouveau, à se laisser porter par les remous des problématiques émergentes ? Il semble en tout cas en avoir les capacités structurelles et organisationnelles puisque le féminisme s'est toujours défini comme « une politique de l'action permanente<sup>120</sup> », un mouvement jalonné de flux et de reflux, d'avancées et de reculs, de conflits et de sororité, qui a reformulé, réinventé, réadapté, repensé inlassablement son corpus théorique et ses pratiques tout au long de sa longue histoire politique et sociale.

---

118. *Ibid.*

119. Paul B. PRECIADO, « Mujeres en los márgenes », *Elpais.com*, 13 janvier 2007, [[http://elpais.com/diario/2007/01/13/babelia/1168648750\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2007/01/13/babelia/1168648750_850215.html)], consulté le 18 novembre 2014.

120. Françoise COLLIN et Irène KAUFER, « Post-Scriptum. La Terre promise », *op. cit.*, 2014, p. 32.